



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 29 avril 2025 – N° 205

Treize heures quarante

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Hommage aux précieux bénévoles jeunesse de la ville de Lac-Delage.*
- Le député de Viau sur le sujet suivant : *Féliciter les récipiendaires de la 2^e édition du concours d'écriture Point-virgule.*
- La députée de Lavolette–Saint-Maurice sur le sujet suivant : *Mme Denise Gagnon : la meilleure supportrice des Cataractes depuis 50 ans.*
- Le député de Laurier-Dorion sur le sujet suivant : *Soutien aux organismes d'employabilité de Laurier-Dorion.*
- La députée de Prévost sur le sujet suivant : *Hommage à M. François Marcil.*
- La députée de Notre-Dame-de-Grâce sur le sujet suivant : *Souligner l'implication exceptionnelle de M. Kévin Hutcheson.*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Hommage à un entraîneur d'exception.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Hommage à M. Richard Poirier.*
- Le député d'Orford sur le sujet suivant : *Hommage à M. Gilles Péloquin.*
- Le député de Chambly sur le sujet suivant : *La guignolée de Saint-Mathias-sur-Richelieu.*
- Le député de Chapleau sur le sujet suivant : *65^e anniversaire de Gaga Patate.*
- Le député de Portneuf sur le sujet suivant : *Le Halo, 40 ans d'entraide dans Portneuf.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) **documents**
 b) **rapports de commissions**
 c) **pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 92
Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier
Présenté par le ministre des Finances le **8 avril 2025**
- 2) Projet de loi n° 94
Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Éducation le **20 mars 2025**
- 3) Projet de loi n° 95
Loi favorisant l'équité dans l'accès aux services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés dispensés par les titulaires de permis
Présenté par la ministre de la Famille le **27 mars 2025**
- 4) Projet de loi n° 97
Loi visant principalement à moderniser le régime forestier
Présenté par la ministre des Ressources naturelles et des Forêts le **23 avril 2025**
- 5) Projet de loi n° 98
Loi modifiant la Loi électorale principalement afin de préserver l'intégrité du processus électoral
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques le 3 avril 2025
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **24 avril 2025**

- 6) **Projet de loi n° 100**
Loi sur la négociation et la détermination des conditions de travail requérant une coordination nationale notamment dans les secteurs public et parapublic
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **23 avril 2025**
- 7) **Projet de loi n° 101**
Loi visant l'amélioration de certaines lois du travail
Présenté par le ministre du Travail le **24 avril 2025**

Étude détaillée en commission

- 8) **Projet de loi n° 69**
Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie le 6 juin 2024
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 24 septembre 2024
Principe adopté le **3 octobre 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
- 9) **Projet de loi n° 81**
Loi modifiant diverses dispositions en matière d'environnement
Présenté par le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs le 20 novembre 2024
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 4 février 2025
Principe adopté le **11 février 2025**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 10) **Projet de loi n° 82**
Loi concernant l'identité numérique nationale et modifiant d'autres dispositions
Présenté par le ministre de la Cybersécurité et du Numérique le 21 novembre 2024
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 30 janvier 2025
Principe adopté le **4 février 2025**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 11) Projet de loi n° 84
Loi sur l'intégration nationale
Présenté par le ministre de la Langue française le 30 janvier 2025
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations)
déposé le 19 mars 2025
Principe adopté le **19 mars 2025**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 12) Projet de loi n° 89
Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève
ou de lock-out
Présenté par le ministre du Travail le 19 février 2025
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé
le 25 mars 2025
Principe adopté le **3 avril 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 13) Projet de loi n° 190
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec
comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **1^{er} décembre 2022**
- 14) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles
dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans
participent
Présenté par le député de Marquette le **8 décembre 2022**
- 15) Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant
la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**

- 16) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**
- 17) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **2 février 2023**
- 18) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 19) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**
- 20) Projet de loi n° 198
Loi modifiant le Code civil afin d'assurer une plus grande protection aux locataires aînés contre les reprises de logement ou les évictions
Présenté par la députée de Sherbrooke le 21 février 2023
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Vimont le **28 mars 2024**
- 21) Projet de loi n° 199
Loi visant une meilleure protection du consommateur contre les contrats de crédit abusifs
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **23 février 2023**
- 22) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 23) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**

- 24) Projet de loi n° 392
Loi concernant la suspension de la délivrance de nouveaux claims miniers et mettant fin à la préséance des droits miniers et gaziers sur les autres usages du territoire
Présenté par la députée de Verdun le **18 avril 2023**
- 25) Projet de loi n° 393
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Verdun le **6 avril 2023**
- 26) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 27) Projet de loi n° 395
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Matane-Matapédia par Matane-Matapédia-Mitis
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 avril 2024**
- 28) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d'y prévoir l'atteinte d'une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**
- 29) Projet de loi n° 397
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 30) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l'école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**

- 31) Projet de loi n° 399
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d'obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 32) Projet de loi n° 490
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 33) Projet de loi n° 491
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 34) Projet de loi n° 492
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **18 avril 2023**
- 35) Projet de loi n° 493
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l'immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 36) Projet de loi n° 494
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d'un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**
- 37) Projet de loi n° 495
Loi visant à lutter contre l'accaparement des terres agricoles
Présenté par la députée de Verdun le 26 septembre 2023
Reprise du débat ajourné au nom du député de Jonquière le **31 janvier 2024**
- 38) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le **9 juin 2023**
- 39) Projet de loi n° 499
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député de Jean-Lesage le **5 octobre 2023**

- 40) Projet de loi n° 591
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 41) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 42) Projet de loi n° 596
Loi modifiant principalement la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin de permettre aux municipalités d'adopter un règlement relatif au zonage différencié visant à accroître et à pérenniser l'offre de logements sociaux ou abordables
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 octobre 2023**
- 43) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**
- 44) Projet de loi n° 599
Loi modifiant principalement la Loi sur le régime de rentes du Québec afin d'abolir la réduction de la rente de retraite de la personne qui bénéficie d'une rente d'invalidité entre 60 ans et 65 ans
Présenté par le député de Maurice-Richard le **20 février 2024**
- 45) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec afin de corriger une iniquité envers les retraités invalides
Présenté par la députée de La Pinière le 23 novembre 2023
Reprise du débat ajourné le **7 décembre 2023**
- 46) Projet de loi n° 691
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **7 décembre 2023**

- 47) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**
- 48) Projet de loi n° 694
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**
- 49) Projet de loi n° 695
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 50) Projet de loi n° 697
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**
- 51) Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d'y consacrer le droit à un logement décent
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2024**
- 52) Projet de loi n° 790
Loi visant à étendre aux usagers hébergés dans une résidence à assistance continue l'application du Règlement concernant les modalités d'utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **22 mai 2024**
- 53) Projet de loi n° 791
Loi permettant à des organismes publics de transport en commun de développer des projets immobiliers aux abords ou au-dessus de leurs infrastructures de transport en commun
Présenté par le député de Nelligan le **1^{er} mai 2024**
- 54) Projet de loi n° 792
Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **30 mai 2024**

- 55) Projet de loi n° 793
Loi sur le processus de publication des documents issus de l'enquête menée par Bernard Grenier au sujet des activités d'Option Canada à l'occasion du référendum tenu au Québec en octobre 1995
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **27 novembre 2024**
- 56) Projet de loi n° 794
Loi déclarant l'engagement du Québec d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050
Présenté par la députée de Verdun le **7 novembre 2024**
- 57) Projet de loi n° 796
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par celui d'« Arthabaska-L'Érable »
Présenté par le député d'Arthabaska le **30 mai 2024**
- 58) Projet de loi n° 892
Loi visant à interdire l'offre de services de consommation supervisée à proximité d'un service de garde éducatif à l'enfance en installation ou d'un établissement d'enseignement offrant une formation de niveau préscolaire, primaire ou secondaire
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **27 novembre 2024**
- 59) Projet de loi n° 893
Loi sur le maintien de l'autonomie des personnes âgées
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **3 décembre 2024**
- 60) Projet de loi n° 894
Loi visant à étendre l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments à toutes les femmes ou à toutes les personnes enceintes vivant au Québec sans égard à leur statut migratoire
Présenté par le député de Saint-Henri–Sainte-Anne le **4 décembre 2024**
- 61) Projet de loi n° 895
Loi établissant un réseau scolaire commun afin de garantir l'égalité des chances
Présenté par la députée de Mercier le **19 février 2025**
- 62) Projet de loi n° 896
Loi visant à indemniser les municipalités locales lors de la cession de terrains destinés à la construction ou à l'agrandissement d'écoles
Présenté par la députée de Sherbrooke le **13 février 2025**

- 63)** Projet de loi n° 897
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de prévoir la délivrance obligatoire d'un avis de paiement au propriétaire d'un véhicule routier immatriculé ou au titulaire de certains permis
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2025**
- 64)** Projet de loi n° 898
Loi visant à renforcer l'encadrement des augmentations de loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **3 avril 2025**
- 65)** Projet de loi n° 899
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin d'obliger la Société de l'assurance automobile du Québec à conclure des ententes avec des ministères ou organismes en vue de l'application de certaines lois
Présenté par le député de Nelligan le **3 avril 2025**
- 66)** Projet de loi n° 992
Loi visant à créer un comité chargé de formuler des recommandations sur les critères de fixation ou de réajustement de loyer
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 avril 2025**

Étude détaillée en commission

- 67)** Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 68)** Projet de loi n° 201
Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights
Présenté par la députée d'Argenteuil le **20 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 69)** Projet de loi n° 203
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **19 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 70)** Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Saint-Sylvère
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **1^{er} avril 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l’aménagement du territoire
- 71)** Projet de loi n° 216
Loi concernant la Ville de Longueuil
Présenté par la députée de Laporte le **1^{er} avril 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l’aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

- 72)** Crédits budgétaires pour l’année financière se terminant le 31 mars 2026 déposés par la ministre responsable de l’Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 25 mars 2025 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **26 mars 2025**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L’OPPOSITION

Partie 3
PROJETS DE LOI ADOPTÉS
(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée.

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Enquête découlant de la motion présentée par le leader parlementaire de l'opposition officielle et député de Nelligan en vertu des articles 315 à 321 du Règlement portant sur l'omission du dépôt dans les délais prescrits du Rapport annuel de gestion 2023 de la Société de l'assurance automobile du Québec.

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandats réglementaires

- Audition du Centre d'acquisitions gouvernementales sur le chapitre 2 du rapport de novembre 2024 du Vérificateur général intitulé « Acquisitions regroupées gouvernementales ».
- Audition du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur le chapitre 3 du rapport d'avril 2024 de la commissaire au développement durable intitulé « Protection du territoire agricole ».
- Audition du ministère de l'Éducation du Québec, du Centre de services scolaire de l'Énergie, du Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois, du Centre de services scolaire du Fer, de la Commission scolaire Central Québec et de la Commission scolaire New Frontiers sur le chapitre 4 du rapport de novembre 2024 du Vérificateur général intitulé « Réussite éducative des élèves autochtones ».
- Audition du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et du ministère des Transports et de la Mobilité durable sur le chapitre 4 du rapport d'avril 2024 de la commissaire au développement durable intitulé « Fonds d'électrification et de changements climatiques »;

- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux, du CISSS de la Montérégie-Centre et des CIUSSS de l’Estrie-CHUS et de l’Ouest-de-l’Île-de-Montréal sur le chapitre 2 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Octroi de contrats de gré à gré : en vertu du décret d’urgence sanitaire, ou pour obtenir des places d’hébergement et de la main-d’œuvre indépendante ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers.

COMMISSION DE L’AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L’ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandats de l’Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 69**, Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 3 octobre 2024).

COMMISSION DE L’AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandats de l’Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights (mandat confié le 20 avril 2023).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Saint-Sylvère (mandat confié le 1^{er} avril 2025).
- **Projet de loi n° 216**, Loi concernant la Ville de Longueuil (mandat confié le 1^{er} avril 2025).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L’ÉDUCATION

Mandats de l’Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 94**, Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l’éducation et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 3 avril 2025).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 89**, Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève ou de lock-out (mandat confié le 3 avril 2025).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 82**, Loi concernant l'identité numérique nationale et modifiant d'autres dispositions (mandat confié le 4 février 2025).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 203**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 19 avril 2023).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 95**, Loi favorisant l'équité dans l'accès aux services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés dispensés par les titulaires de permis (mandat confié le 10 avril 2025).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 84**, Loi sur l'intégration nationale (mandat confié le 19 mars 2025).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 9 juin 2023).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 81**, Loi modifiant diverses dispositions en matière d'environnement (mandat confié le 11 février 2025).

COMMISSION SPÉCIALE SUR LES IMPACTS DES ÉCRANS ET DES RÉSEAUX SOCIAUX SUR LA SANTÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES

Consultations particulières :

- Les impacts des écrans et des réseaux sociaux sur la santé et le développement des jeunes.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au feuillet du mercredi*

282) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **29 avril 2025**
Au ministre de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation

Le 13 juin 2024, en réponse à la crise agricole et aux revendications exprimées par les productrices et producteurs agricoles et forestiers du Québec, le gouvernement a annoncé six mesures d’aide totalisant 233,6 M\$, dont 106 M\$ pour soutenir l’adaptation du secteur agricole aux changements climatiques. Or, près d’un an après cette annonce, très peu de soutien financier concret lié à cette enveloppe a été mis en œuvre ou rendu public. Depuis 2015, les productrices et producteurs agricoles du Québec ont contribué de manière significative au Fonds d’électrification et de changements climatiques, pour un total avoisinant les 500 M\$, par l’intermédiaire de la tarification du carbone sur les carburants et combustibles fossiles. Cette contribution majeure contraste fortement avec le faible montant attribué par le gouvernement pour soutenir les efforts d’adaptation des producteurs aux changements climatiques, et ce, sous forme de programmes inaccessibles pour la majorité des producteurs agricoles. Ce que les producteurs réclament toujours, c’est de l’aide directe pour leurs actions visant à préserver/protéger les biens environnementaux collectifs.

Mes questions sont les suivantes :

- Quelles mesures concrètes le gouvernement prévoit-il mettre en place pour donner suite à l’annonce du 13 juin 2024 concernant le soutien à l’adaptation du secteur agricole aux changements climatiques?
- À quel moment ces mesures seront-elles déployées et comment le gouvernement compte-t-il bonifier cette aide afin qu’elle reflète de manière juste et équitable la contribution significative des productrices et producteurs agricoles au Fonds d’électrification et de changements climatiques?

283) Mme Labrie (Sherbrooke) – **29 avril 2025**
Au ministre des Finances

À l’heure actuelle, les propriétaires d’une habitation neuve ou ayant fait l’objet de rénovations majeures peuvent obtenir le remboursement partiel de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ).

Le remboursement maximal correspond à 36 % de la TPS payée et à 50 % de la TVQ payée, et il ne peut excéder 6 300 \$ pour la TPS et 9 975 \$ pour la TVQ. Le remboursement diminue progressivement lorsque le prix d'achat du terrain et de l'habitation neuve ou rénovée est supérieur à 350 000 \$ pour la TPS et à 200 000 \$ pour la TVQ, et il devient nul si le prix est égal ou supérieur à 450 000 \$ pour la TPS et à 300 000 \$ pour la TVQ.

Selon les données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation recensées par l'Institut de la statistique du Québec, le prix moyen des propriétés unifamiliales au Québec était de 464 561 \$ en 2024 (Institut de la statistique du Québec, *Panorama des régions du Québec*. Gouvernement du Québec : 2024). Les seuils établis pour obtenir un remboursement partiel de la TVQ présentent donc un écart important avec le prix moyen des propriétés, et ne reflètent plus la réalité immobilière actuelle.

À la lumière de ce qui précède, voici la question posée au ministre des Finances :

Est-ce que le ministre des Finances évalue la possibilité de hausser le seuil de juste valeur marchande déterminant l'admissibilité au remboursement partiel de la TVQ pour les propriétaires d'une maison neuve ou ayant fait l'objet de rénovations majeures, afin d'améliorer les conditions d'accès à une première résidence dans le contexte actuel de crise du logement?

284) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **29 avril 2025**

À la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

Les sommes octroyées via la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) aux denturologistes soignant les personnes bénéficiant de la couverture publique n'ont pas été indexées depuis plusieurs années. Un différend persistant entre la RAMQ et l'Association des denturologistes du Québec empêche toute bonification des montants alloués. Ultimement, ce sont les prestataires d'aide de dernier recours qui en subissent les conséquences. Dans des régions comme le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie, où l'accès aux soins dentaires est déjà limité, l'obtention de prothèses dentaires devient de plus en plus difficile pour les personnes admissibles au carnet santé du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Cette situation est exacerbée par plusieurs facteurs : la pénurie de denturologistes dans ces régions, l'écart significatif entre le coût réel des prothèses et le montant maximum remboursé par la RAMQ, ainsi que le délai minimal de huit ans imposé avant l'octroi d'une nouvelle prothèse, alors que la durée de vie réelle d'une prothèse est plutôt de cinq ans.

Tous les éléments sont réunis pour accentuer la détérioration de la santé buccodentaire des personnes les plus vulnérables.

Mes questions sont les suivantes :

Quelles mesures à court terme le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale compte-t-il mettre en place pour favoriser l'accès à des prothèses dentaires de qualité pour les personnes admissibles au carnet santé dans les régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie? Quel est l'échéancier de ces mesures?

Une révision du tarif de remboursement des prothèses dentaires afin de le rendre conforme au coût réel de ces soins essentiels est-elle envisagée?

Le gouvernement entend-il revoir le délai actuellement exigé avant le remplacement d'une prothèse, afin qu'il reflète la durée de vie réelle des prothèses couvertes par la RAMQ et qu'il assure un meilleur suivi de la santé buccodentaire des bénéficiaires?

285) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **29 avril 2025**

Au ministre de la Santé

Les sommes octroyées via la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) aux denturologistes soignant les personnes bénéficiant de la couverture publique n'ont pas été indexées depuis plusieurs années. Un différend persistant entre la RAMQ et l'Association des denturologistes du Québec empêche toute bonification des montants alloués. Ultimement, ce sont les prestataires d'aide de dernier recours qui en subissent les conséquences. Dans des régions comme le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie, où l'accès aux soins dentaires est déjà limité, l'obtention de prothèses dentaires devient de plus en plus difficile pour les personnes admissibles au carnet santé du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Cette situation est exacerbée par plusieurs facteurs : la pénurie de denturologistes dans ces régions, l'écart significatif entre le coût réel des prothèses et le montant maximum remboursé par la RAMQ, ainsi que le délai minimal de huit ans imposé avant l'octroi d'une nouvelle prothèse, alors que la durée de vie réelle d'une prothèse est plutôt de cinq ans.

Tous les éléments sont réunis pour accentuer la détérioration de la santé buccodentaire des personnes les plus vulnérables.

Mes questions sont les suivantes :

Quelles mesures à court terme le ministère de la Santé compte-t-il mettre en place pour favoriser l'accès à des prothèses dentaires de qualité pour les personnes admissibles au carnet santé dans les régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie? Quel est l'échéancier de ces mesures?

Une révision du tarif de remboursement des prothèses dentaires afin de le rendre conforme au coût réel de ces soins essentiels est-elle envisagée?

Le gouvernement entend-il revoir le délai actuellement exigé avant le remplacement d'une prothèse, afin qu'il reflète la durée de vie réelle des prothèses couvertes par la RAMQ et qu'il assure un meilleur suivi de la santé buccodentaire des bénéficiaires?

Quel est l'échéancier prévu par la RAMQ et le ministère de la Santé afin de conclure une nouvelle entente avec l'Association des denturologistes du Québec?

286) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **29 avril 2025**

Au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Les producteurs agricoles de partout à travers le Québec souhaitent recycler leurs plastiques agricoles. AgriRÉCUP est l'organisme à but non lucratif qui a été mandaté par le gouvernement en 2022 pour organiser la récupération des plastiques agricoles. Le financement de ce programme de récupération repose sur des écofrais chargés aux producteurs agricoles et versés par les fournisseurs de plastiques agricoles. Actuellement, AgriRÉCUP ne reçoit ces écofrais que pour environ la moitié des plastiques recyclés, ce qui soulève des doutes quant à la conformité de certains fournisseurs. Ce manque de financement freine non seulement le recyclage du plastique déposé à l'organisme, mais également l'élargissement du réseau de collecte des plastiques et l'accès des producteurs à des solutions efficaces de recyclage.

Mes questions sont les suivantes :

- Quelles mesures de suivi, de reddition de comptes et de contrôle le gouvernement a-t-il mises en place pour s'assurer que tous les fournisseurs de plastiques agricoles versent les écofrais requis à AgriRÉCUP?

- Quelles actions sont prévues pour renforcer l'encadrement de ces contributions essentielles au recyclage des plastiques agricoles, et quelles garanties les producteurs agricoles peuvent-ils avoir sur le recyclage des plastiques agricoles en regard aux écofrais qu'ils doivent invariablement assumer?

287) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **29 avril 2025**

Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Les producteurs agricoles de partout à travers le Québec souhaitent recycler leurs plastiques agricoles. AgriRÉCUP est l'organisme à but non lucratif qui a été mandaté par le gouvernement en 2022 pour organiser la récupération des plastiques agricoles. Le financement de ce programme de récupération repose sur des écofrais chargés aux producteurs agricoles et versés par les fournisseurs de plastiques agricoles. Actuellement, AgriRÉCUP ne reçoit ces écofrais que pour environ la moitié des plastiques recyclés, ce qui soulève des doutes quant à la conformité de certains fournisseurs. Ce manque de financement freine non seulement le recyclage du plastique déposé à l'organisme, mais également l'élargissement du réseau de collecte des plastiques et l'accès des producteurs à des solutions efficaces de recyclage.

Mes questions sont les suivantes :

- Quelles mesures de suivi, de reddition de comptes et de contrôle le gouvernement a-t-il mises en place pour s'assurer que tous les fournisseurs de plastiques agricoles versent les écofrais requis à AgriRÉCUP?
- Quelles actions sont prévues pour renforcer l'encadrement de ces contributions essentielles au recyclage des plastiques agricoles, et quelles garanties les producteurs agricoles peuvent-ils avoir sur le recyclage des plastiques agricoles en regard aux écofrais qu'ils doivent invariablement assumer?

288) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **29 avril 2025**

Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Au cours des dernières années, plusieurs producteurs agricoles ont dû faire face à des événements climatiques importants qui ont détruit certaines de leurs installations. Prenons l'exemple d'un producteur agricole qui a vu son hangar s'effondrer à la suite de grands vents. Ce bâtiment abritait de la machinerie essentielle à son activité. Or, comme son terrain est situé en zone inondable, la reconstruction s'est révélée particulièrement complexe. Bien que les règlements permettent la reconstruction d'une résidence dans cette même zone, la remise en état d'un bâtiment agricole est impossible sans une autorisation ministérielle dont le processus d'octroi et les exigences sont démesurément lourds.

La procédure actuelle, requise pour obtenir cette autorisation, impose aux producteurs de naviguer à travers une multitude de formulaires – incluant des formulaires généraux, des formulaires d’activités spécifiques, des formulaires d’impacts environnementaux, et l’obligation de fournir une caractérisation environnementale – en plus de s’inscrire au portail gouvernemental clicSÉCUR et de s’assurer que toutes les informations concordent parfaitement. Cette lourdeur administrative freine concrètement le redémarrage d’activités agricoles pourtant essentielles au dynamisme de nos régions. En plus de cette procédure, le ministère tarde trop souvent à traiter les demandes reçues.

Mes questions sont les suivantes :

Comment le gouvernement justifie-t-il la lourdeur de cette démarche administrative, qui nécessite un investissement considérable en temps de la part des producteurs agricoles, ainsi qu’en argent pour engager des professionnels comme des agronomes et ingénieurs, dont certains sont même dissuadés par la complexité du processus?

Quelles sont les mesures concrètes que le gouvernement s’engage à mettre en place pour alléger le fardeau administratif des producteurs agricoles auprès des différents ministères, notamment celui de l’Environnement?

Est-ce que le gouvernement prévoit exclure l’agriculture des zones inondables afin de conserver leurs droits acquis? Sinon, quelles sont les intentions gouvernementales en ce sens?

289) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **29 avril 2025**

Au ministre de l’Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Au cours des dernières années, plusieurs producteurs agricoles ont dû faire face à des événements climatiques importants qui ont détruit certaines de leurs installations. Prenons l’exemple d’un producteur agricole qui a vu son hangar s’effondrer à la suite de grands vents. Ce bâtiment abritait de la machinerie essentielle à son activité. Or, comme son terrain est situé en zone inondable, la reconstruction s’est révélée particulièrement complexe. Bien que les règlements permettent la reconstruction d’une résidence dans cette même zone, la remise en état d’un bâtiment agricole est impossible sans une autorisation ministérielle dont le processus d’octroi et les exigences sont démesurément lourds.

La procédure actuelle, requise pour obtenir cette autorisation, impose aux producteurs de naviguer à travers une multitude de formulaires – incluant des formulaires généraux, des formulaires d'activités spécifiques, des formulaires d'impacts environnementaux, et l'obligation de fournir une caractérisation environnementale – en plus de s'inscrire au portail gouvernemental clicSÉQUR et de s'assurer que toutes les informations concordent parfaitement. Cette lourdeur administrative freine concrètement le redémarrage d'activités agricoles pourtant essentielles au dynamisme de nos régions. En plus de cette procédure, le ministère tarde trop souvent à traiter les demandes reçues.

Mes questions sont les suivantes :

Comment le gouvernement justifie-t-il la lourdeur de cette démarche administrative, qui nécessite un investissement considérable en temps de la part des producteurs agricoles, ainsi qu'en argent pour engager des professionnels comme des agronomes et ingénieurs, dont certains sont même dissuadés par la complexité du processus?

Quelles sont les mesures concrètes que le gouvernement s'engage à mettre en place pour alléger le fardeau administratif des producteurs agricoles auprès des différents ministères, notamment celui de l'Environnement?

Est-ce que le gouvernement prévoit exclure l'agriculture des zones inondables afin de conserver leurs droits acquis? Sinon, quelles sont les intentions gouvernementales en ce sens?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa)** Loi modifiant le Code du travail afin d'assurer des pratiques syndicales transparentes et démocratiques – *député de Saint-Jérôme*